

ailleurs reconnus et protégés par les Gouvernements démocratiques ou en phase de démocratisation et par les Gouvernements responsables et soucieux de l'Etat de droit et de la paix sociale (alinéa 7). Bien plus, le "Préambule" reconnaît que les valeurs démocratiques ne sont jamais acquises, que leur défense doit être permanente et qu'elles doivent être mesurées sur la base de l'effectivité des droits de la personne (alinéa 8). C'est pourquoi "l'Association et ses membres sont tenus de promouvoir et de défendre à la fois la démocratie, l'Etat de droit, la paix sociale et les droits de la personne consacrés par des textes tant internationaux que nationaux". Pour couronner le tout, l'A.O.M.F. et ses membres déclarent adopter le "Préambule des nouveaux Statuts" comme "idéal de valeurs" et s'engagent à les respecter: une "véritable profession de foi", diraient les uns, une "utopie" diraient les autres, comme l'a synthétisé M^e Jacoby à Québec. Toujours d'après Jacoby, "avec l'humilité qui s'impose, l'on doit retenir que l'A.O.M.F. semble, aujourd'hui, être la seule organisation d'Ombudsmans/Médiateurs à dépasser le cadre des simples désirs, vœux, objectifs et principes, autant pour le concept de l'indépendance que pour les questions liées à l'exercice de la démocratie". En particulier, pour la mise en œuvre et l'efficacité de son mandat, le Médiateur doit être reconnu officiellement comme Institution publique de promotion et protection des droits et libertés de la personne répondant à des critères précis que l'on retrouve dans les "Principes de Paris" et dans les lois gouvernant les Associations professionnelles, comme les "Statuts de l'A.O.M.F." et les "Règlements généraux de l'I.O.I.". L'indépendance des Ombudsmans/Médiateurs occupe une place importante parmi ces critères de qualification: indépendance et du Gouvernement et des fonctionnaires, bien sûr, s'agissant d'un gardien de l'Etat contre les abus, les excès et la corruption. Et si, comme l'a souligné Jacoby au congrès de Yasmine Hammamet, un bon nombre de textes portant création des bureaux de médiation ne mentionne pas expressément la compétence des Médiateurs sur les droits et libertés de la personne, il faut se demander si le silence des lois constitue un obstacle à cet exercice. L'on doit, certes, accepter que le "Préambule" et le dispositif des "Statuts de l'A.O.M.F.", malgré leur caractère contraignant, ne peuvent outrepasser le mandat législatif conféré spécifiquement à une Institution membre, car les textes ne doivent en aucune manière induire une Institution à excéder sa compétence et ses pouvoirs: autrement dit, il va de soi que l'Institution est d'abord assujettie au principe de la primauté de droit qui la régit au niveau national. Et néanmoins, les règles d'interprétation enseignent que le silence n'est pas une cause de non-application, parce que le législateur ne peut pas tout prévoir et c'est donc seulement en cas de doute objectif qu'il y a lieu de décider si l'Ombudsman a, ou non, compétence. Ainsi, une interprétation libérale s'impose, surtout d'après un jugement de la Cour Suprême du Canada de 1994, souvent rapporté dans la doctrine: en cas de doute sur les pouvoirs de l'Ombudsman, ceux-ci doivent s'interpréter de la manière la plus large parce que la loi de l'Ombudsman constitue le "paradigme des lois remédiatrices". Il faut donc donner à la loi un sens qui rejoint les objectifs du législateur, soit de contrer les excès de l'Administration. D'autre part, la généralité des termes inclut la violation des droits: c'est pourquoi, si la compétence de l'Ombudsman porte sur la mise en œuvre de l'administration générale des services publics, on peut en déduire que cette expression englobe toute cause de dysfonctionnement, y compris la violation des droits, qu'il s'agisse de droits de la personne ou autres droits qui ne sont pas reconnus comme étant fondamentaux. Bref, l'Ombudsman a compétence sur les droits de l'Homme, sauf si la loi constitutive lui interdit expressément d'agir, lui conférant un pouvoir restreint qui ne permet pas d'adopter une approche libérale ou inclusive ou si une autre loi attribue exclusivement cette compétence à une autorité différente. Mais il arrive que, dans plusieurs Etats, le Parlement a adopté des lois sectorielles selon le domaine d'intervention. Or, dans le cas où une Commission des droits de la personne et un Ombudsman coexistent, il est légitime de se demander si le Médiateur a compétence en ce domaine, le cumul d'Institutions pouvant conduire au dédoublement des rôles et des mandats. Cependant, le silence de la loi sur les droits et libertés de la personne, même dans un contexte de cumul d'Institutions, n'empêche pas à l'Ombudsman d'intervenir. De toute façon, l'important, et pour le problème général et pour le thème spécifique de ce colloque, c'est l'adoption de tous les moyens pour coordonner les actions de chacun, de façon à éviter des interventions parallèles sur une même réclamation alors qu'une intervention conjointe serait peut-être souhaitable. Mais revenons à la

"substance" de la démocratie. Dans une démocratie, les textes doivent révéler notamment les éléments suivants: la reconnaissance de la souveraineté populaire avec régularité d'élections compétitives; un Etat de droit respectant les libertés et les droits individuels; une structure de gouvernement pluraliste, fondée sur la séparation des pouvoirs et une diversité des partis politiques. Le Médiateur travaille pour la démocratie réelle, qu'il faut distinguer par rapport à la démocratie formelle: or, de nos jours il est généralement reconnu que c'est l'effectivité du respect des droits qui permet de mesurer la réalité de la démocratie; de plus, bien que les indicateurs de la démocratie soient multiples, la démocratie suppose l'existence d'autorités publiques de contrôle, comme le sont les Médiateurs. Il est à noter que les Etats, malgré la ratification des instruments internationaux, ne s'empressent pas toujours d'harmoniser leur législation, réglementation et pratiques administratives: c'est là que les Médiateurs peuvent jouer un rôle qui s'inscrit clairement dans les engagements que l'A.O.M.F. et ses membres ont pris. Dans ce cadre, nous constatons que, trop souvent, les Médiateurs ne prennent pas soin de mentionner, expressément, dans leurs Rapports annuels, les droits de l'Homme qu'ils appliquent, alors qu'ils devraient procéder à une évaluation permanente des pratiques de la démocratie et des droits et libertés. Comme le domaine des droits de l'Homme constitue une source de principes juridiques qui permet de juger l'Administration, les Médiateurs pourraient donc ajouter à l'arsenal des motifs qui justifient leurs décisions les instruments qui reconnaissent ou proclament ces droits, d'autant plus que la "Déclaration de Bamako" souligne justement le pluralisme des formes de démocratie. La mise en œuvre du "Préambule" des nouveaux "Statuts de l'A.O.M.F." constitue, donc, un défi majeur et pour notre Association et pour ses membres et cette mise en œuvre ne s'improvise pas, mais nécessite, comme conditions incontournables, une planification des actions préalables. L'A.O.M.F. participe aux engagements du chapitre IV-I-A, points 1 et 4 de la "Déclaration de Bamako": le rôle des Médiateurs dans l'instauration de l'Etat de droit et le respect de la bonne gouvernance s'inscrit parmi les compétences des Institutions nécessaires dans un système démocratique, car l'Ombudsman est à l'écoute des préoccupations des citoyens, pour être garant du bon fonctionnement de l'Administration.

Altrettanto importante, nella stessa logica, la visita all'Ufficio valdostano-Presidenza A.O.M.F. del Trésorier de l'A.O.M.F. et Avocat du Peuple d'Albanie, M. Ermir Dobjani, accompagnato dal Vice-Médiateur e da un membro del Gabinetto, per approfondire le reciproche responsabilità ai vertici dell'Associazione e le relazioni tra i due Paesi, comprensiva di incontri con il Presidente del Consiglio regionale della Valle d'Aosta E. Perron e con il Sindaco di Aosta G. Grimod, così come di programmazione di lavori comuni con la Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome in tema di immigrazione e diritti, in prosieguo con l'ottenuta divulgazione di testi in albanese per i detenuti in Carceri italiane, attuata dalla scrivente direttamente con il competente Ministero.

Parimenti, il X Congresso Annuale della F.I.O. (*Federacion Iberoamerica de Ombudsman*) sul tema *Derechos de la Infancia y la Adolescencia en Iberoamérica*, tenutosi in Asuncion il 14-17.11.2005, che ha visto la Presidente dell'A.O.M.F. presente, come da *Protocollo F.I.O.-A.O.M.F.* siglato in Quito nel novembre 2004, in qualità di *Invitada Especial* (con ufficiale riconoscimento scritto), ha permesso alla scrivente di conoscere il lavoro approfondito condotto dai colleghi dell'Associazione gemella per la difesa dei diritti, soprattutto dei più deboli, senza scelta di difesa settoriale, prendendo concretamente di mira ogni anno - sia a livello di dottrina che di pratica quotidiana - uno specifico tema sociale: quest'anno il *corazón* della speranza e del futuro, cioè i bambini e gli adolescenti, spesso violati, con studio della realtà e delle prospettive in accordo con Università spagnole, sudamericane e italiane, nonché con Nazioni Unite, Unicef e O.I.N.G. di competenza. Il problema, di particolare rilevanza soprattutto per l'Italia, in un momento in cui, in assenza di Difensore civico nazionale e di legge-quadro sulla difesa civica, proliferano progetti di difesa civica settoriale (infanzia, carceri, ecc.) anche a livello nazionale, è stato anche oggetto di interventi da parte di alcuni colleghi nel corso del citato Convegno romano dell'11-12 novembre u.s..

Ma l'impegno extravalligiano della scrivente si sta sempre più concentrando sulla responsabilità di Coordinatore della Conferenza dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, con presenze significative a Convegni

nazionali di respiro europeo (a titolo es., *I vent'anni del Difensore civico trentino. L'Istituto tra passato e futuro*, a c. Difensore civico e Provincia di Trento, e *Diritti umani e Difensore civico*, a c. Difensore civico e Comune di Pesaro, con interventi della scrivente rispettivamente su *La Conferenza dei Difensori civici regionali e il progetto di difesa civica nazionale* e su *Diritti umani e Difensore civico*), in aggiunta all'organizzazione di un incontro in Aosta (27.1.2006) di aderenti e simpatizzanti italiani dell'E.O.I.-*European Ombudsman Institute*, volto a soppesare e favorire una qualificata presenza del nostro Paese negli Organismi europei di difesa civica, sia istituzionali che associativi, con conseguente programmazione di lavoro congiunto tra i colleghi, in vista anche di opportune riforme statutarie dell'E.O.I., di cui alla prossima Assemblea Generale dell'Associazione (*Innsbruck* 2.4.2006).

Col fine, certamente primario, di meglio servire i Cittadini di competenza e la mia Valle: ma spalancando le finestre sull'Italia, sull'Europa e sul mondo, per crescere e per far crescere insieme la nostra comunità di appartenenza e il grande villaggio globale cui tutti apparteniamo.

**INCONTRI DI LAVORO E CONVEGNI CUI IL DIFENSORE CIVICO VALDOSTANO HA PARTECIPATO
ANCHE CON RELAZIONI E PRESIDENZE**

- Inaugurazione Anno Giudiziario Corte dei Conti 2005 e 2006, Aosta, sede Corte dei Conti, 9.2.2005, 7.2.2006
- Inaugurazione Anno Giudiziario T.A.R. 2005 e 2006, Aosta, sede T.A.R., 17.2.2005, 16.2.2006
- Incontri del Difensore civico con il personale della Biblioteca regionale sul tema *Diritti e doveri del pubblico impiego, con particolare riferimento al personale di Biblioteca*, Aosta, Biblioteca regionale, 11.4 e 2.5.2005
- Intervento del Difensore civico in occasione del sopralluogo della Commissione parlamentare di inchiesta sull'efficacia ed efficienza del S.S.N., Aosta, sede U.S.L., 13.4.2005
- Coordinamento e presidenza riunioni Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, Roma, sede della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome, 18.4.2005, 1.7.2005, 30.9.2005, 16.01.2006
- Incontro di una delegazione della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome con il Presidente della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome, Roma, sede della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome, 5.5.2005
- Audizione, ex art. 15, c. 1, L. r. n. 17/2001, del Difensore civico/*Médiateur* da parte della I Commissione consiliare R.A.V.A. "Istituzioni e autonomia" per l'illustrazione della *Relazione* sull'attività svolta dal 15.3.2004 al 14.3.2005, Aosta, Sala Commissioni Consiglio regionale, 19.5.2005
- Convegno *Le strade della sicurezza. Accelerare la prevenzione per frenare gli incidenti. Investire in formazione per viaggiare sicuri*, a c. I.N.A.I.L. e A.C.I. Valle d'Aosta con il patrocinio di R.A.V.A. e Comune di Aosta, Aosta, Salone Manifestazioni Palazzo regionale, 25.5.2005
- *1^{er} Colloque international* sul tema *Le renforcement des capacités du Médiateur de la République et l'élaboration d'un plan stratégique portant sur la période 2005-2010*, a c. Grand Médiateur de la Côte d'Ivoire-A.I.F.(Agence Intergouvernementale de la Francophonie), con intervento della scrivente, in qualità di *Présidente de l'A.O.M.F.*, sul tema *La Déclaration de Bamako et sa mise en œuvre* e animazione della tavola rotonda sul tema *Elaboration d'un plan stratégique 2005-2010, Yamoussoukro* 20-23.6.2005
- Visita ufficiale in Romania, su invito dell'*Avocatul popurului*, in qualità di *Présidente A.O.M.F.*, 2-6.7.2005
- *Problemi e prospettive dell'edilizia residenziale pubblica nel Comune di Aosta*, Relazione del Presidente A.R.E.R. presentata alla Commissione Casa del Comune, Aosta, Sala consiliare Municipio, 13.7.2005
- Rapporto annuale 2004-Agenzia delle Entrate Valle d'Aosta, Aosta, Biblioteca regionale, 15.7.2005
- *Visite officielle de l'Avocat du Peuple d'Albanie et Trésorier A.O.M.F. à la Présidente A.O.M.F., Courmayeur-Aoste*, 18-21.8.2005
- V Seminario *Ombudsmen/Médiateurs* nazionali degli Stati membri dell'U.E. (partecipazione in qualità di Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome) sul tema *Le rôle des Médiateurs et Organes similaires dans l'application du droit communautaire*, La Haye 11-13.9.2005
- Secondo Rapporto sulla vulnerabilità e la povertà in Valle d'Aosta, a c. Assessorato Sanità, Salute e Politiche sociali-Commissione regionale sulla povertà e l'esclusione sociale in Valle d'Aosta, Aosta, Biblioteca regionale, 20.9.2005
- Assemblea straordinaria E.O.I. (European Ombudsman Institute), Vilnius 24.9.2005
- Passaggio *Carovana internazionale antimafia* in Valle d'Aosta, Aosta, Salone Manifestazioni Palazzo regionale, 20.10.2005
- Il Simposio internazionale su *Les pratiques de la démocratie, des droits de l'Homme et des libertés dans l'espace*

francophone: partecipazione in qualità di *Présidente de réseau* e di *Représentante des réseaux*, Bamako 6-8.11.2005

- Convegno su *Il ruolo dei Difensori civici come garanti dei Cittadini*, a c. Ufficio Difensore civico Comune di Roma e Facoltà di Giurisprudenza-Università “Roma tre”, sul tema *Uno per tutti. Un Difensore civico a tutela di tutti i cittadini*, Roma, Università “Roma tre”, 12.11.2005 (partecipazione alla conferenza stampa conclusiva, in qualità di Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, nonché ai lavori per una legge-quadro sulla difesa civica: Roma 12.11.2005, 16.1.2006, 20.2.2006)
- *X Congreso Anual F.I.O.* sul tema *Derechos de la Infancia y la Adolescencia en Iberoamérica*: partecipazione, in qualità di *Invitada Especial* come *Présidente A.O.M.F.*, Asuncion 14-17.11.2005
- *IV^{ème} congrès statutaire de l'A.O.M.F.* sul tema *Le Médiateur: interprète des attentes, acteur des réformes*, con *Allocution d'ouverture*, in qualità di *Présidente de l'A.O.M.F.*, e presidenza lavori C.A. e A.G., Paris, *Assemblée nationale*, 28-30.11.2005
- *Tavola rotonda* per il ventennale del Difensore civico della Provincia autonoma di Trento sul tema *Vent'anni di Difensore civico trentino-L'Istituto tra passato e futuro*, a c. Difensore civico e Provincia di Trento, partecipazione, in qualità di Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, sul tema *La Conferenza dei Difensori civici regionali e il progetto di difesa civica nazionale*, Trento 16.12.2005
- Incontro-dibattito sul tema *Diritti umani e Difensore civico*, a c. Difensore civico e Comune di Pesaro, con intervento sul tema, in qualità di Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, Pesaro, Sala Consiglio comunale, 17.12.2005
- Incontro membri italiani E.O.I. e presidenza lavori, Aosta, Sala Commissioni Consiglio regionale, 27.1.2006
- Inaugurazione Anno Giudiziario Commissione Tributaria regionale 2006, Aosta, sede Commissione Tributaria regionale, 27.2.2006

COMUNICATI STAMPA

(21.3.2005, 19.4.2005, 6.5.2005, 17.6.2005, 27.6.2005, 4.7.2005, 12.7.2005, 13.7.2005, 5.8.2005, 30.8.2005, 4.10.2005, 11.10.2005, 28.10.2005, 21.11.2005, 14.12.2005, 18.1.2006, 27.1.2006)

Si comunica che - in ottemperanza agli artt. 15, c. 1, e 11, c. 3, L. r. n. 17/2001, al punto 4 delle Convenzioni R.A.V.A.-Comuni convenzionati e all'art. 16, c. 2, L. n. 127/1997 e succ. mod. - il Difensore civico della Valle d'Aosta ha provveduto ad inoltrare al Presidente del Consiglio regionale, al Presidente e ai Membri della I Commissione consiliare R.A.V.A., ai Sindaci e ai Presidenti del Consiglio dei Comuni convenzionati e ai Presidenti del Senato della Repubblica e della Camera dei Deputati, una *Relazione* per rendere conto dell'attività svolta dal 15 marzo 2004 al 14 marzo 2005. Circa 7000 sono i Cittadini che hanno fatto ricorso, anche tramite delega, al Difensore civico; per circa 2000 si sono istruite pratiche.

La Relazione comprende

- Dati essenziali sull'Ufficio valdostano
- *La difesa civica nel contesto europeo e mondiale*
- Incontri di lavoro e Convegni cui il Difensore civico valdostano ha partecipato anche con Relazioni
- Comunicati stampa (19.3.2004, 22.3.2004, 23.3.2004, 24.4.2004, 4.5.2004, 28.5.2004, 24.6.2004, 5.7.2004, 31.8.2004, 17.9.2004, 26.10.2004, 2.1.2004, 20.1.2004, 14.2.2005, 18.1.2006)
- *Carta della sussidiarietà*, Prima Convenzione nazionale della sussidiarietà, l'Italia dei beni comuni, Roma 12.3.2004
- *Préambule des Statuts de l'A.O.M.F. (adoptés à Yasmine Hammamet le 16 octobre 2003)*
- *Contribution de la Présidente A.O.M.F. au "Cadre stratégique décennal 2005-2014 de la Francophonie"*
- *Allocution de bienvenue de la Présidente A.O.M.F. au séminaire de formation de Québec "Le triple défi de l'A.O.M.F. en rapport avec les droits de la personne, le préambule de sa loi constitutive et la Déclaration de Bamako"*, Québec 6.9.2004
- Presentazione, da parte del Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, della *Carta della difesa civica locale* Regione Toscana, Firenze 14.10.2004
- *Protocole de Coopération entre la F.I.O. et l'A.O.M.F.* (versione francese) e discorso di saluto della *Présidente A.O.M.F.*
- *7^{ème} réunion des réseaux institutionnels de la Francophonie-rapport de synthèse (Ouagadougou 22-23.11.2004)*
- Pubblicazioni e lavori di ricerca con riferimento all'Ufficio valdostano
- Proposte di miglioramenti normativi e/o amministrativi (R.A.V.A., U.S.L., A.R.E.R., COMUNI, MINISTERI)
- Le istanze
R.A.V.A.
U.S.L.
A.R.E.R.
COMUNE di AOSTA
COMUNE di BRUSSON
COMUNE di CHARVENSOD
COMUNE di GRESSONEY-SAINT-JEAN
COMUNE di QUART
MINISTERI
INDIRIZZO/SUPPLENZA

La Relazione, che sarà pubblicata anche in edizione francese e discussa con la competente Commissione consiliare (ex art. 15, c. 3, L. r. n. 17/2001), è disponibile per i Giornalisti nel corso della Conferenza stampa che si terrà, presso l'Ufficio del Difensore civico, il 7 aprile p.v., alle h. 10.00 (si resta, peraltro, disponibili per appuntamenti in altre ore della giornata).

Lunedì 18 aprile 2004, a partire dalle h. 10.00, si è svolta in Roma, presso la sede della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome, una riunione della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, coordinata dal Difensore civico della Valle d'Aosta Maria Grazia Vacchina. L'incontro, che ha visto una partecipazione nutrita di Difensori civici regionali e Collaboratori di vertice, si è incentrato

sull'organizzazione di una giornata di lavoro comune, a breve scadenza, con i rappresentanti regionali dei Difensori civici comunali e provinciali designati dai colleghi su richiesta della stessa Conferenza dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, al fine di consolidare la "rete" tra gli Uffici di difesa civica presenti sul territorio italiano, per una sempre più efficace ed efficiente tutela di prossimità, tipica del nostro Paese. Una parte dei lavori è stata poi dedicata all'esame delle ultime disposizioni e sentenze in materia di difesa civica, con particolare riferimento agli istituti dell'accesso e del controllo, nonché alla valutazione del miglior utilizzo della bozza per una legge-quadro in materia di difesa civica elaborata dalla Conferenza negli scorsi mesi, con programmazione di incontri mirati con il Presidente dell'A.N.C.I. e con il Presidente della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome. Il tutto in nome di una sinergia tesa a garantire la democrazia nel quotidiano, a servizio di tutti i Cittadini, favorendo l'esercizio generalizzato e pacifico dei diritti e delle legittime aspettative. Si è, altresì, valutata l'opportunità di attivare un sito *Internet* della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, sempre in funzione di collegamento informativo e collaborativo. Infine, si è esaminato lo stato delle proposte di miglioramenti normativi e/o amministrativi avanzate ai Ministeri dalla Conferenza, a firma del Coordinatore, a garanzia di equità soprattutto per le fasce deboli.

Giovedì 5 maggio 2004, alle h. 10.00, si è tenuto in Roma, presso la sede della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome, il programmato incontro tra il Presidente della Conferenza Alessandro Tesini, accompagnato dal Segretario generale Stefano Rolando, e una delegazione della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, composta dai Difensori civici delle Regioni Basilicata, Friuli Venezia Giulia, Lazio, Marche, Piemonte e Valle d'Aosta, in qualità anche di Coordinatore nazionale.

Nel corso della riunione, il Coordinatore e Difensore civico della Valle d'Aosta Maria Grazia Vacchina ha sintetizzato lo stato della normativa nazionale e regionale e delle strutture di difesa civica sul territorio italiano, evidenziando i vuoti di tutela del Cittadino nei confronti delle Amministrazioni statali centrali e, in una materia di fondamentale importanza quale l'accesso alla documentazione amministrativa, anche periferiche, a seguito della recente modifica della L. n. 241/1990 e succ. mod.. Ha, altresì, presentato le tappe principali dell'attività svolta dalla Conferenza nell'ultimo biennio, con particolare riferimento alle proposte di miglioramenti normativi e/o amministrativi a favore delle fasce deboli.

I presenti hanno condiviso l'importanza del ruolo del Difensore civico quale osservatorio privilegiato, perché non filtrato dal consenso, di eventuali malesseri degli Amministrati, idoneo a segnalare a Legislatori e Amministratori gli aspetti su cui focalizzare l'attenzione per un miglior rapporto con i Cittadini e per opportuni interventi di competenza. Di qui la disponibilità condivisa a regolarizzare questo tipo di incontri, organizzando riunioni periodiche tra le due Conferenze, volte a favorire un proficuo confronto tra Istituzioni e a potenziare, anche a livello regionale e locale, la fondamentale funzione propositiva del Difensore civico che, attraverso il servizio reso a singoli Cittadini e Associazioni, può e deve dar voce a interessi ed esigenze di intere fasce di popolazione per farsene mediatore in seno alle Assemblee legislative e agli Organi di Governo. Il Presidente Tesini e i Difensori civici presenti hanno assicurato impegno in tal senso.

M^{me} Maria Grazia Vacchina, Médiateur de la Vallée d'Aoste, assurera sa présence, en qualité de Présidente de l'A.O.M.F., d'orateur et d'animateur de la table ronde portant sur l'élaboration d'un plan stratégique pour la période 2005-2010, au 1^{er} colloque organisé par le Grand Médiateur de la République de Côte-d'Ivoire, M. Mathieu Ekra, en collaboration avec l'Organisation Intergouvernementale de la Francophonie (O.I.F.), intitulé "Le renforcement des

capacités du Médiateur de la République et l'élaboration d'un plan stratégique portant sur la période 2005-2010" qui se tiendra à Yamoussoukro du 19 au 25 juin prochain.

Le déroulement du séminaire dans un Pays qui connaît depuis quelques années une crise sans précédents dans son histoire de jeune nation indépendante a comme objectif le renforcement des capacités d'action du Médiateur de la République et l'élaboration d'un plan stratégique pour la période d'après crise 2005-2010 et se situe dans le sillon des orientations prises lors du séminaire de formation de l'A.O.M.F. de Québec (septembre 2004) et lors de la V^{ème} réunion des réseaux francophones institutionnels à l'occasion du X^{ème} sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Pays ayant le français en partage de Ouagadougou (novembre 2004).

La typologie de ce rendez-vous démontre, une nouvelle fois, l'importance du rôle exercé par les Médiateurs/Ombudsmans dans la lutte pour la défense de la démocratie et des droits de la personne.

M^{me} Maria Grazia Vacchina, Médiateur de la Vallée d'Aoste et Présidente de l'A.O.M.F. (Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie), a été invitée par M. le Professeur Ioan Muraru, Avocat du Peuple de Roumanie, afin d'effectuer une visite officielle en Roumanie, ce qui représente une grande opportunité de consolidation de la collaboration existante entre l'Avocat du Peuple de Roumanie et l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie dont il fait partie.

La visite, qui se déroulera du 2 au 6 juillet prochain et à laquelle participera également M^{me} Véronique Autran, déléguée de la Présidente de l'A.O.M.F., prévoit entre autres des rencontres avec les Préfets de Département, la Haute Cour de Cassation et de Justice, la Chambre des Députés et la Commission pour l'Egalité des Chances entre les hommes et les femmes et revêt une importance fondamentale car rentrant dans le plan de la Présidence de l'A.O.M.F. et dans le plan décennal de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie pour lequel la Présidente de l'A.O.M.F. a été appelée à collaborer.

L'attention que les Pays d'Europe de l'est portent à l'égard de la Francophonie et de l'Union Européenne, facteur d'ouverture et d'enrichissement pouvant permettre le rapprochement et le renforcement des liens intra et extra communautaires, a toujours été évaluée par l'A.O.M.F., notamment par sa Présidente, dans la juste mesure.

Venerdì 1° luglio 2005, a partire dalle h. 10.00, si è tenuta in Roma, presso l'Ufficio del Difensore civico della Regione Lazio, una riunione della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, coordinata dal Difensore civico della Valle d'Aosta Maria Grazia Vacchina.

Il Coordinatore ha aperto la seduta illustrando contenuti e risultati dell'incontro tenutosi, lo scorso 5 maggio, con il Presidente della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome Alessandro Tesini, volto a promuovere idonea e consolidata sinergia interistituzionale.

In quest'ottica, al fine di dare risposta all'esigenza di maggior diffusione e rilievo mediatico dell'attività svolta dalla Conferenza (peraltro già sistematicamente recepita dall'Ansa e dai siti Internet della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome e del Médiateur européen), i presenti hanno valutato l'idea di utilizzare, in attesa di un autonomo sito Internet della Conferenza, quello del Coordinatore *pro tempore*, per la pubblicazione delle più importanti notizie relative ad iniziative e interventi intrapresi.

Novità principale della riunione la partecipazione, nella seconda parte della mattinata, come unanimemente deciso dalla Conferenza, dei rappresentanti dei Difensori civici provinciali e comunali designati dai colleghi delle diverse Regioni: un passo importante in vista della concretizzazione di una rete nazionale efficiente di difesa civica, capillare e coordinata, ravvicinata e sussidiaria, a tutela del Cittadino. I presenti si sono, poi, impegnati nella programmazione di attività da realizzare in comune, per il prossimo autunno, a favore del miglioramento e dell'uniformità del servizio.

Il Coordinatore ha dato, infine, notizia dell'invito, ricevuto dal *Médiateur européen*, a partecipare a *La Haye*, quale rappresentante ufficiale dell'Italia, al V^{ème} *séminaire des Médiateurs nationaux des Etats membres de l'U.E.*, in vista del quale ha provveduto ad inoltrare una *Relazione* sulla situazione della difesa civica in Italia.

Martedì 12 luglio 2005, il Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome e Difensore civico della Valle d'Aosta Maria Grazia Vacchina - come unanimemente deciso dalla Conferenza, allargata ai Rappresentanti regionali dei Difensori civici locali designati, nella riunione del 1° luglio u.s. - ha inoltrato alle competenti sedi politiche, legislative ed esecutive, nota di protesta in merito alle modifiche recentemente apportate dalla L. n. 15/2005 relativamente alla disciplina della tutela non giurisdizionale del diritto di accesso agli atti delle Amministrazioni statali, proponendo altresì un adeguato intervento in fase di attuazione regolamentare della legge, volto a garantire a tutti i Cittadini l'effettivo controllo della trasparenza dell'attività amministrativa (si allega lettera relativa).

Pronta la bozza del Protocollo d'Intesa per il Carcere di Aosta

In relazione allo specifico interesse manifestato dagli Organi di informazione, in sede di Conferenza stampa sulla *Relazione annuale* del Difensore civico regionale, del marzo 2005, per la stesura della bozza di un nuovo *Protocollo d'Intesa* tra il Dipartimento dell'Amministrazione Penitenziaria e la R.A.V.A., relativamente alla Casa Circondariale di Aosta, il Difensore civico Maria Grazia Vacchina, quale coordinatore dei lavori, è lieta di dare notizia dell'ultimazione del documento, inoltrato all'Esecutivo valdostano il 14 giugno 2005 e riinoltrato il 13 luglio al nuovo Esecutivo.

Dopo aver proposto al Presidente-Prefetto l'adozione di un nuovo *Protocollo* al fine di impegnare reciprocamente le Istituzioni nella programmazione e realizzazione di progetti mirati all'attuazione *in loco* dei principi di rieducazione e prevenzione, nell'ottica della transitorietà del periodo di reclusione, il Difensore civico ha costituito e coordinato, su richiesta dell'Assessore regionale alla Sanità, Salute e Politiche sociali, a sua volta delegato dal Presidente della Regione, un Gruppo di lavoro deputato alla stesura di una bozza di Convenzione.

Il Gruppo (composto dal Direttore della Direzione Politiche sociali dell'Assessorato regionale alla Sanità, Salute e Politiche sociali, dal Direttore dell'Istituto penitenziario di Saluzzo già Direttore della Casa Circondariale di Aosta, dal Presidente dell'Associazione valdostana Volontariato carcerario, dall'Ufficio del Difensore civico), dopo attento esame e confronto critico dei più recenti *Protocolli* regionali in materia, ha provveduto ad organizzare specifiche audizioni dei Responsabili di Vertice dei vari settori, comunicandone sistematicamente i risultati non solo ai soggetti interpellati, ma anche alle Organizzazioni e agli Enti operanti sul territorio relativamente alle specifiche problematiche, onde raccogliere e valorizzare ogni risorsa.

Obiettivo dell'*iter* intrapreso, e della conseguente proposta di Convenzione, quello di dar voce al Cittadino in esecuzione penale, considerato, alla stregua di qualsiasi altro, portatore di interessi, diritti e aspettative, oltre che di obblighi e doveri, verso il sistema sociale di appartenenza, pur nei limiti derivanti dallo stato di restrizione. Di qui un testo che,

all'enunciazione di principi, tanto nobili quanto evanescenti, privilegia l'individuazione di strumenti operativi e l'assunzione di precisi impegni, senza peraltro rinunciare all'apertura verso future prospettive e iniziative.

Il documento così elaborato è stato inviato agli Organi competenti per le opportune valutazioni e per le procedure di competenza, con l'auspicio che le operazioni siano completate quanto prima al fine di rendere operativo uno strumento di cooperazione interistituzionale destinato a regolare e favorire il corretto rapporto carcere-territorio.

M^{me} Maria Grazia Vacchina, Médiateur de la Vallée d'Aoste et Présidente de l'A.O.M.F. (Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie), a eu l'honneur d'accueillir en Vallée d'Aoste, du 18 au 20 août 2005, l'Avocat du Peuple d'Albanie et Trésorier de l'Association., M. Ermir Dobjani, accompagné du Vice-Médiateur, M. Riza Poda, et d'un membre de son Cabinet, M^{me} Merita Hysenaj.

Cette visite officielle, vivement souhaitée et par la Présidente et par le Trésorier, répond aux nécessités consécutives à leurs respectifs engagements de sommet au sein de l'A.O.M.F., afin, d'une part, de renforcer les liens de collaboration déjà existant entre les deux bureaux et Pays et, d'autre part, de procéder à une analyse de la situation financière de l'Association, et ce, en vue aussi de la rédaction du "Rapport annuel" du Trésorier qui devra être présenté lors du IV^{ème} congrès statutaire de l'A.O.M.F., qui se déroulera à Paris les 28-30 novembre prochains.

Un déjeuner officiel de travail a été également prévu dans la journée du 18 août auquel ont assuré leur présence le Président du Conseil régional, M. Ego Perron, et le Maire-Syndic de la Ville d'Aoste, M. Guido Grimod.

Il Difensore civico della Valle d'Aosta Maria Grazia Vacchina, in qualità di Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, parteciperà, su invito del *Médiateur européen* Nikiforos Diamandouros e del *Médiateur national* dei Paesi Bassi Roel Fernhout, al V seminario dei Difensori civici nazionali dei Paesi membri dell'U.E., che si terrà a *La Haye*, dall'11 al 13 settembre 2005, sul tema *Le rôle des Médiateurs et Organes similaires dans l'application du droit communautaire*, argomento per il quale ha già provveduto, su richiesta del *Médiateur européen*, ad inoltrare dettagliata *Relazione* in riferimento all'Italia.

L'incontro, che prevede quattro sessioni di lavoro, rispettivamente su *Les Médiateurs et la Constitution européenne*, *L'environnement*, *La discrimination*, *La libre circulation*, documenta il ruolo fondamentale della figura dell'*Ombudsman* in ambito europeo, con conseguenti positive ricadute anche sul piano nazionale e locale.

La dott.ssa Vacchina sarà accompagnata dalla dott.ssa Véronique Autran, da lei indicata, su richiesta del *Médiateur européen*, quale *Agent de liaison européen* per l'Italia.

Venerdì 30 settembre 2005, alle ore 10.00, si è tenuta in Roma, presso la sede della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome, una riunione della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, coordinata dal Difensore civico della Valle d'Aosta Maria Grazia Vacchina, allargata alle rappresentanze provinciali e locali di tutte le Regioni e Province autonome d'Italia.

Ospite d'onore, il collega *Avokati i popullit* della Repubblica d'Albania Ermir Dobjani, che ha illustrato normativa e funzionamento della difesa civica albanese, auspicando massima collaborazione con i Difensori civici italiani, anche al fine della migliore comprensione e soluzione di problematiche concernenti la comunità albanese in Italia, in prosecuzione del

lavoro svolto a favore di detenuti nelle carceri italiane, per i quali si è chiesta e ottenuta dal Ministero la diffusione della traduzione in lingua d'origine di *Regolamenti* e stampati riportanti diritti e doveri dei ristretti.

Nella seconda parte della mattinata, adempiute le formalità ordinarie, si è affrontato un problema di rilievo sociale e politico, incidente sull'onorabilità e rappresentatività della carica di Difensore civico e concernente iniziative assunte dall'A.N.D.C.I., Associazione di natura privatistica che raccoglie Difensori civici e simpatizzanti, quale il suo stesso Presidente.

L'attenzione si è concentrata sulle nomine, fatte in seno a detta Associazione, di consulenti esperti in varie materie (pensioni, previdenza sociale, sanità ecc.) che pubblicizzano la loro attività come funzione pubblica, presentandosi quali Difensori civici, con conseguenti poteri e competenze presuntivamente derivanti dall'Ente regionale o locale in cui ha sede il relativo Ufficio. A tutela sia della comunità dei Cittadini che dell'istituto della difesa civica, la Conferenza ha ritenuto opportuno intervenire presso i competenti Organi delle Regioni e delle Province autonome onde segnalare la confusione che tali accadimenti generano nella popolazione.

Ulteriori perplessità sono emerse in riferimento alla *Convenzione* che la suddetta Associazione avrebbe stipulato con una Società di servizi A.N.C.I. per l'istituzione di un *Albo* di aspiranti Difensori civici comunali: l'iniziativa suscita non poche riserve, sia di legittimità che di opportunità, anche alla luce dei meccanismi di elezione previsti da Statuti, Regolamenti e Leggi istitutive, per cui la Conferenza decide di chiedere chiarimenti al Presidente A.N.C.I..

Infine, il Coordinatore informa i presenti in merito ad iniziative congressuali di un Difensore civico comunale, mirate alla stesura di una legge-quadro e/o istitutiva del Difensore civico nazionale, iniziative comunque necessitanti di adeguato coordinamento rispetto all'attività della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome e, in particolare, a specifici documenti già elaborati dalla Conferenza.

*Siglata la Convenzione tra il Consiglio regionale della Valle d'Aosta e la Comunità Montana
Valdigne Mont Blanc per l'Ufficio del Difensore civico regionale*

Per opportuna informazione ai Cittadini, il Difensore civico regionale Maria Grazia Vacchina comunica che, in data 11 ottobre 2005, si è perfezionata la procedura di adozione della *Convenzione* tra il Consiglio regionale della Valle d'Aosta, nella persona del Presidente Ego Perron, e la Comunità montana Valdigne Mont Blanc, nella persona del Presidente Gilberto Roulet, che rende operativo l'Ufficio del Difensore civico regionale anche nei confronti dell'Ente locale.

Tale atto, oltre a costituire un ulteriore e importante passo sulla via della tutela stragiudiziale, preventiva e proattiva dei diritti e delle legittime aspettative dei Cittadini, assume una valenza simbolica, in quanto sancisce l'apertura del servizio di difesa civica alla prima Comunità montana, la Valdigne Mont Blanc appunto, che si pone, pertanto, accanto a quei Comuni valdostani che, sempre più numerosi, scelgono di avvalersi del Difensore civico regionale quale intermediario tra Cittadini e Pubblica Amministrazione.

Novembre francophone pour le Médiateur valdôtain

Le Médiateur de la Région autonome Vallée d'Aoste, Maria Grazia Vacchina, a été invité, en qualité de Présidente de l'A.O.M.F.-Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie et représentante d'un réseau institutionnel francophone, à participer au 1^{ère} Symposium international sur les pratiques de la démocratie, des droits et

des libertés dans l'espace francophone, organisé par l'A.I.F.-Agence Intergouvernementale de la Francophonie, qui se déroulera à Bamako du 6 au 8 novembre prochain.

Cet important événement, qui associe autour des représentants des Chefs d'Etat et de Gouvernement francophones et des Organisations internationales et régionales partenaires, les réseaux institutionnels, notamment l'A.O.M.F. - comme l'a souligné la Déléguée aux droits de l'Homme et à la démocratie de l'Agence, M^{me} Christine Desouches - a comme objectif la mise au point sur l'application des principes contenus dans la "Déclaration de Bamako", cinq ans après son adoption. Il s'agira d'analyser, à travers le développement des Institutions membres, aussi bien en termes de pratiques positives que de difficultés rencontrées, les évolutions observées quant à la situation concernant la défense des droits de l'Homme, de l'Etat de droit et de la paix sociale dans l'espace francophone.

Le Médiateur de la Région autonome Vallée d'Aoste participera, en outre, en qualité de Présidente de l'A.O.M.F., au IV^{ème} congrès statutaire de l'Association, qui se tiendra à Paris les 28-30 novembre prochains, et sera ainsi honorée de prononcer le discours d'ouverture de cette importante rencontre dans le cadre prestigieux de l'Assemblée nationale de la République Française.

Prospettive per la difesa civica in Italia

Sabato 13 novembre 2005, alle h. 13.00, si è tenuta, presso il Grand Hôtel Aleph di Roma, la *Conferenza Stampa* conclusiva del Convegno *Uno per tutti. Un Difensore civico a tutela di tutti i cittadini*, organizzato dal Difensore civico del Comune di Roma e dall'Università "Roma tre"-Facoltà di Giurisprudenza, con qualificata partecipazione di oratori e pubblico, finalizzata a stigmatizzare la situazione della difesa civica italiana e le relative prospettive a breve e medio tempo.

A conclusione anche dei lavori annuali della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, alla presenza delle più importanti testate giornalistiche nazionali, hanno preso la parola, in sede di *Conferenza Stampa*, il Difensore civico del Comune di Roma Ottavio Marotta, l'Onorevole Valdo Spini, il Prof. Alfonso Celotto e il Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome Maria Grazia Vacchina.

I lavori, che proseguiranno a ritmo serrato e finalmente sinergico tra mondo della ricerca, della politica e della difesa civica, prevedono prospettive di legge-quadro volte ad assicurare la difesa civica su tutto il territorio nazionale e per tutti gli ambiti della Pubblica Amministrazione.

Le "Rapport sur l'activité annuelle 2004/2005" exercée par le Médiateur de la Région Autonome Vallée d'Aoste, Maria Grazia Vacchina, a été publié également en version française et, aux termes de l'art. 15, alinéa 3, de la L. r. n° 17/2001, rendu public. Une copie de la version française a donc été envoyée aux Autorités régionales et nationales et aux Institutions internationales, travaillant dans le domaine de la défense des droits de l'Homme, de l'Etat de droit et de la paix sociale et maintenant d'étroites relations avec le bureau du Médiateur valdôtain.

Le "Rapport", qui reste à la disposition des Organes de presse, des Associations et des citoyens intéressés, met en évidence le recours toujours plus fréquent de la part des citoyens et des Institutions, surtout valdôtains, au Médiateur, ainsi que l'importance grandissante que son rôle assume au sein de la société valdôtaine, en rapport aussi à l'Italie et au monde tout entier.

Lunedì 16 gennaio 2006, a partire dalle h. 10.00, si è tenuta in Roma, presso la sede della Conferenza dei Presidenti dell'Assemblea, dei Consigli regionali e delle Province autonome, una riunione della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, per procedere all'elezione del Coordinatore per il prossimo biennio, ai sensi dell'art. 2 del *Regolamento* della Conferenza stessa, ufficialmente riconosciuta dal Congresso delle Regioni con la *Risoluzione su Le Regioni per una Difesa Civica generalizzata e forte a tutela e garanzia dei cittadini*, approvata il 5 giugno 2002, Seconda Sezione 2002, Camera dei Deputati-Palazzo di Montecitorio.

La riunione, che ha visto la partecipazione della quasi totalità dei colleghi titolari degli Uffici di difesa civica delle Regioni e delle Province autonome, ha registrato la rinnovata e unanime attribuzione dell'incarico al Difensore civico della Valle d'Aosta Maria Grazia Vacchina, già Coordinatore nel precedente biennio.

L'assise è stata altresì occasione per affrontare, alla presenza anche dei Rappresentanti dei Difensori civici locali designati per le varie Regioni e Province autonome, alcuni problemi di particolare rilevanza, quali le responsabilità dei Difensori civici regionali e locali in ordine alla *privacy*, nonché per programmare un piano di lavoro biennale, ampiamente discusso e unanimemente condiviso, attinente sia i settori di intervento e le relative priorità, sia l'assunzione di specifiche responsabilità da parte dei vari colleghi all'interno della Conferenza (rapporti con il Parlamento e le Commissioni, riforma della difesa civica in Italia, rapporti con i *mass-media*, sito *Internet*, rapporti con il *Médiateur* e altri Organi europei, rapporti con le Associazioni internazionali di difesa civica, iniziative congressuali, ecc.).

Si è altresì deciso, sempre all'unanimità, di prevedere riunioni meno frequenti, ma di più ampio respiro, onde programmare, accanto al sistematico e quotidiano lavoro a rete tra gli Uffici, curato in particolare dalla Coordinatrice, alcune giornate di lavoro utili all'approfondimento di specifiche problematiche di interesse, con adeguato spazio di relazioni interpersonali, indispensabili per assolvere pienamente alle responsabilità tipiche dell'istituto e ai compiti di adeguata soluzione stragiudiziale e preventiva del disagio dei Cittadini, a tutela delle stesse Pubbliche Amministrazioni.

Venerdì 27 gennaio 2006 si è tenuta ad Aosta, presso la Sala Commissioni del Consiglio regionale, una riunione di Difensori civici di Regioni, Province e Comuni italiani facenti parte della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, coordinata dal Difensore civico della Valle d'Aosta Maria Grazia Vacchina, finalizzata all'esame congiunto di alcune problematiche di comune interesse concernenti Statuto e funzionamento dell'E.O.I.-*European Ombudsman Institute*, Organismo che raccoglie *Ombudsmen* di tutti i Paesi europei, con particolare riferimento alla partecipazione e al peso dell'Italia nell'ambito della difesa civica europea.

Da quando Maria Grazia Vacchina riveste la funzione di Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome (ottobre 2003), per la prima volta la Valle d'Aosta ospita un consesso sulla difesa civica di livello nazionale ed europeo; va però ricordato che, in passato, presso il Centro Congressi dell'Hôtel Billia di Saint-Vincent, la Valle aveva ospitato un'Assemblea Generale dell'E.O.I..

L'incontro, che ha visto la partecipazione di Difensori civici di tutta Italia, ha trovato il sostegno programmatico e operativo del Presidente del Consiglio regionale Ego Perron e del Sindaco di Aosta Guido Grimod.

I lavori, che si sono svolti nell'arco della mattinata di venerdì, sono stati aperti, alle h. 10.00, dal saluto della Consigliera Adriana Viérin, delegata dal Presidente del Consiglio regionale involontariamente assente per impegni istituzionali, e si sono chiusi alle h. 13.00, con il saluto del Sindaco di Aosta Guido Grimod.

BOZZA LEGGE-QUADRO SULLA DIFESA CIVICA IN ITALIA

(a c. Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, febbraio 2005)

La Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome ritiene che sia indispensabile un radicamento dell'istituto della difesa civica nell'ordinamento della Repubblica mediante una legge-quadro che ne favorisca il rafforzamento fissando principi e norme fondamentali, fatta salva l'autonomia statutaria e legislativa delle Regioni e delle Province autonome. Tra i contenuti della legge-quadro si indicano, tra l'altro:

- Il riconoscimento dei principi enunciati nei documenti internazionali sull'autonomia e sull'indipendenza del Difensore civico;
- L'istituzione di un Difensore civico nazionale che esercita le sue funzioni nei confronti delle Amministrazioni statali, ad esclusione di quelle periferiche che continuano ad essere sottoposte al potere di intervento del Difensore civico regionale;
- L'obbligo per i Comuni con popolazione superiore a 50.000 abitanti di istituire il Difensore civico locale, anche tramite convenzioni tra Comuni, con la Provincia o con la Regione; nei Comuni con popolazione al di sotto dei 50.000 abitanti, qualora il Difensore civico locale non sia stato istituito, la competenza ad intervenire a tutela dei cittadini è attribuita al Difensore civico competente per l'ambito territoriale immediatamente superiore;
- Il potere del Difensore civico di svolgere interventi relativi al rispetto dei principi di legalità, trasparenza, efficienza, efficacia ed equità nei confronti delle Pubbliche Amministrazioni;
- Espresso riconoscimento e disciplina della funzione propositiva del Difensore civico nazionale, regionale e locale, attraverso la possibilità di sottoporre, anche di propria iniziativa, ai competenti Organi legislativi, esecutivi ed amministrativi, proposte di miglioramento delle disposizioni normative e della prassi interpretativa ed applicativa, sia in senso modificativo che innovativo e abrogativo, con conseguente presa di posizione da parte dell'Organo destinatario della proposta, al fine di eliminare in radice le cause di malcontenti e ingiustizie rilevati in relazione alle istanze dei Cittadini;*
- La facoltà del Difensore civico di richiedere all'Autorità giudiziaria di essere informato dell'eventuale inizio del procedimento penale relativamente a questioni dal medesimo segnalate e della eventuale archiviazione del procedimento stesso;
- L'obbligo per le Procure della Repubblica di segnalare al Difensore civico i casi in cui all'art. 36 comma 2 della L. n. 104/1992 (facoltà del Difensore civico di costituirsi parte civile nei processi in cui la parte offesa è portatore di *handicap*);
- L'obbligo dei rispettivi Enti di riferimento dei vari Difensori civici di mettere a disposizione la propria Avvocatura, con possibilità per i Comuni di convenzionarsi a tal fine con l'Avvocatura delle Province o delle Regioni;
- Il potere del Difensore civico di tutelare i cittadini nei confronti delle Pubbliche Amministrazioni mediante l'azione di mediazione tra le parti con definizione di eventuali accordi e soluzioni; la Pubblica Amministrazione deve fornire adeguata motivazione in caso di non accoglimento della proposta di accordo;
- Il potere del Difensore civico di segnalare agli organismi competenti i casi di mancata collaborazione da parte dei Dirigenti e Funzionari interpellati al fine dell'adozione di eventuali provvedimenti disciplinari - informando in ogni caso il Difensore civico dell'eventuale archiviazione motivata del procedimento disciplinare - ovvero al fine della

* Proposta successivamente aggiunta dalla scrivente e sottoposta all'attenzione dei colleghi

valutazione del personale;

- L'obbligo di risposta della Pubblica Amministrazione interpellata dal Difensore civico entro un termine congruo;
- In via eccezionale, il Difensore civico, qualora risulti che una determinazione amministrativa dia luogo ad iniquità, può proporre e/o raccomandare all'Autorità amministrativa responsabile una soluzione equitativa del caso, senza efficacia di precedente condizionante le future determinazioni della Pubblica Amministrazione;
- Riconoscimento dell'efficacia interruttiva, per un periodo massimo determinato, a seguito dell'istanza rivolta al Difensore civico, del termine previsto per l'impugnazione dell'atto amministrativo oggetto di contestazione, nella *ratio* di quanto previsto dalla L. n. 241/1990 e succ. mod. in materia di accesso alla documentazione amministrativa, per un'efficace azione deflattiva del contenzioso;**
- La previsione di momenti di raccordo tra Difensore civico e Autorità Amministrative indipendenti (almeno con il Garante per la Tutela dei dati personali, il Garante per le Telecomunicazioni e quelli che più hanno a che fare con la tutela del cittadino);
- La previsione espressa del principio di collaborazione, anche internazionale, tra i Difensori civici e del loro diritto di far parte di Associazioni Internazionali del Difensore civico e di raccordarsi con il *Médiateur européen* e con il Commissario per i Diritti Umani del Consiglio d'Europa;
- L'applicazione anche al Difensore civico delle norme legislative che disciplinano aspettative e permessi rispettivamente per gli Assessori degli Enti locali e per i Consiglieri regionali.

La Conferenza nazionale si riserva di prendere contatto con gli Organi parlamentari e regionali competenti per illustrare e sostenere quanto sopra.

** Proposta successivamente aggiunta dalla scrivente e sottoposta all'attenzione dei colleghi

DIFESA CIVICA IMPEGNATA PER IL CARCERE*

Il carcere è un microcosmo che riproduce al suo interno il sistema sociale più vasto, è il fulcro istituzionale dove le contraddizioni del contesto in cui viviamo sono spesso esasperate. Qui, infatti, si registra una massiccia presenza di fasce sociali deboli: extracomunitari, tossicodipendenti e alcooldipendenti, emarginati. E' in questo luogo, dunque, che la tutela e promozione dei diritti fondamentali della persona appaiono quanto mai indispensabili, ma, paradossalmente, è proprio qui che gli individui sono titolari di una facoltà meramente teorica di accedere al Difensore civico. E' con tale consapevolezza che, in Europa, ci si muove verso l'apertura degli Istituti penitenziari alla supervisione di Organismi istituzionali indipendenti, attraverso l'ampliamento delle competenze dell'*Ombudsman* o la previsione di appositi sistemi di controllo, comunicazione e accesso da parte di specifici referenti.

In quest'ottica, in Italia il Parlamento sta discutendo un disegno di legge volto all'istituzione del "Difensore civico nazionale delle persone private della libertà personale", anche se, data la necessità di avvalersi di strutture sul territorio (come peraltro accade in Francia, dove il *Médiateur de la République* ha recentemente siglato una *Convenzione* con il Ministro della Giustizia che prevede l'intervento di Delegati in dieci Istituti penitenziari), sarebbe forse opportuno - e certamente più celere, economico ed efficace - estendere le attribuzioni dei Difensori civici regionali al settore penitenziario, attualmente escluso dall'ambito operativo della difesa civica.

Il che, peraltro, non impedisce al Difensore civico di farsi promotore di politiche volte a favorire una corretta cultura del rapporto carcere-territorio e il miglioramento delle condizioni di vita dei ristretti, a garanzia di quella democrazia nel quotidiano che è compito specifico dell'*Ombudsman* e che, sola, fa di ogni uomo un Cittadino, nel caso di specie attraverso l'azione congiunta con il Volontariato e gli Enti locali coinvolti nella gestione e realizzazione degli interventi di riadattamento e recupero sociale.

Con questo spirito il Difensore civico della Valle d'Aosta opera da anni a favore dei soggetti in esecuzione penale presso la Casa Circondariale di Aosta, sollecitando Amministrazione regionale, Unità sanitaria locale e Comuni alla predisposizione di ogni servizio utile. In particolare, dopo aver avanzato proposta al Presidente-Prefetto per l'adozione di un nuovo *Protocollo d'Intesa* tra Dipartimento dell'Amministrazione Penitenziaria e Regione Autonoma Valle d'Aosta, con reciproco impegno per la realizzazione di progetti mirati a garantire effettiva rieducazione e prevenzione, nell'ottica della transitorietà del periodo di reclusione, il Difensore civico valdostano ha avuto l'onore e l'onere di costituire e coordinare, su richiesta dell'Assessore regionale alla Sanità, Salute e Politiche sociali, a sua volta delegato dal Presidente della Regione, un Tavolo di lavoro deputato alla stesura della bozza del documento.

Il Gruppo, composto da rappresentanti delle parti interessate (il Direttore della Direzione Politiche sociali dell'Assessorato regionale alla Sanità, Salute e Politiche sociali, il Direttore dell'Istituto penitenziario di Saluzzo e già Direttore della Casa Circondariale di Aosta, il Presidente dell'Associazione valdostana Volontariato carcerario, l'Ufficio del Difensore civico), dopo un attento esame e confronto critico dei più recenti *Protocolli d'Intesa* regionali, ha provveduto a realizzare specifiche audizioni dei responsabili di vertice dei vari settori e a richiederne contributi scritti. Il Difensore civico ha, poi, curato il riepilogo sistematico delle proposte formulate, con contestuale comunicazione dei risultati ai membri del Tavolo di lavoro, ai soggetti interpellati, nonché ad Organizzazioni ed Enti operanti sul territorio relativamente alle specifiche problematiche, referenti peraltro con cui il Difensore civico collabora da anni e del cui apporto si è voluto tener conto onde valorizzare ogni risorsa positiva presente sul territorio.

Ne è scaturito un testo, articolato in sette articoli, relativo a: territorializzazione della pena; assistenza sanitaria dei detenuti, assistenza socio-riabilitativa di tossicodipendenti o alcooldipendenti, educazione alla salute; istruzione; formazione

* In *Médiateurs de l'Europe - Bulletin d'Information*, n°5/2005, pubblicazione plurilingue europea